

La stratégie socialiste derrière la guerre du président brésilien Lula contre la liberté d'expression.
La liberté d'expression, et non la censure, reste la seule arme pour vaincre la désinformation et les discours de haine

Par Michael Shellenberger – traduite par France-Soir



Président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva (photo de l'auteur, 1994)

Quand j'avais une vingtaine d'années, je suis tombé amoureux du Parti des travailleurs (PT) de gauche du Brésil et de son chef, Luiz Inácio Lula da Silva. J'ai lu un livre inspirant de 1991, « *Sans peur d'être heureux* », dont le titre est la traduction anglaise du slogan de campagne de Lula. Il a décrit Lula et le PT comme des socialistes démocrates ayant adopté des mesures de lutte contre la pauvreté, mais ayant également rejeté **l'autoritarisme** et la **censure** des régimes communistes tels que celui de Cuba.

En 1994, j'ai interviewé le grand homme lui-même dans son bureau de São Paulo. J'ai demandé à Lula s'il était élu président, transformerait-il le Brésil en un autre Cuba, avec la censure ? Il a répondu catégoriquement : « *Non.* » Le peuple brésilien aime trop la liberté, a-t-il expliqué, tout comme lui. Après tout, Lula était devenu célèbre dans les années 1970 lorsqu'il avait mené des manifestations de masse contre la dictature militaire brésilienne en tant que dirigeant syndical.

Aujourd'hui, 30 ans plus tard, le président Lula **cherche à imposer des restrictions radicales à la liberté d'expression**, aussi sévères que celles qui sont en place à Cuba depuis le début des années 1960, après que Fidel Castro ait pris le pouvoir par la violence militaire. L'année dernière, peu après son entrée en fonction, Lula a créé deux nouvelles agences, le Bureau du procureur national pour la défense de la démocratie (PNDD), sous la supervision du procureur général de la République, et le « Département pour la

promotion de la liberté d'expression », au nom orwellien, doté de pouvoirs de censure extraordinaires.

Lula a également créé le Secrétariat aux politiques numériques, un organe lié au ministère de la Justice. « Le Secrétariat aux politiques numériques est chargé des efforts visant à « lutter contre la désinformation et les discours de haine sur Internet, en collaboration avec le ministère de la Justice et de la Sécurité publique », a-t-il expliqué. Lula a également créé un site Web de « vérification des faits » à l'apparence innocente dont le véritable but était de servir de base à la demande de censure – un « ministère de la Vérité » de facto tout droit sorti de 1984. Et Lula a soutenu le projet de loi sur les « fausses nouvelles », qui aurait créé de lourdes pénalités financières pour les entreprises de médias sociaux qui refuseraient de censurer les « fausses nouvelles ».

Il est vrai que le projet de loi sur les fausses nouvelles n'a pas été adopté, et la plupart des demandes de censure proviennent aujourd'hui de la Cour supérieure électorale du Brésil (TSE), qui est officiellement indépendante du pouvoir exécutif. De plus, le président du TSE, Alexandre de Moraes, a voté en 2021 en faveur de la poursuite pénale de Lula pour le rôle de ce dernier dans un scandale de corruption. À plusieurs égards, le Brésil a encore un long chemin à parcourir avant de devenir une dictature.

Mais Lula et de Moraes ont été de proches alliés dans leur demande de censure, et la fin de la liberté d'expression est un premier pas crucial vers la dictature. Lors des élections de 2022, le TSE de Moraes a empêché Grupo Jovem Pan, un conglomérat de médias, de discuter de la condamnation pénale de Lula pour blanchiment d'argent et corruption. Le TSE a également censuré le journal Gazeta do Povo pour avoir rapporté avec précision le soutien de Lula au président du Nicaragua, Daniel Ortega, qui a arrêté ses ennemis politiques. Et le TSE a forcé Gazeta do Povo et d'autres publications à supprimer 31 messages sur les réseaux sociaux concernant le soutien de Lula à Ortega.

En octobre 2022, avant le second tour de l'élection présidentielle, l'avocat de Lula a rédigé un rapport affirmant que les partisans de l'opposant de Lula, Jair Bolsonaro, avaient créé un « écosystème de désinformation ». Cela a conduit le TSE à inculper et à censurer 55 personnalités de premier plan, dont Bolsonaro, ses fils, des journalistes et des militants. De Moraes a même créé une force de police secrète spéciale, « Núcleo de Inteligência », pour superviser le processus de censure.

L'engagement de Lula en faveur de la censure est profond. En février 2023, Lula a envoyé une lettre à l'UNESCO plaidant en faveur de la censure. En janvier 2024, Lula a déclaré : « La liberté n'est pas une autorisation de répandre des mensonges sur les vaccins sur les réseaux sociaux... Notre démocratie sera constamment menacée tant que nous ne régulerons pas fermement les réseaux sociaux. En mars de cette année, le ministre de la Justice de l'époque, Flávio Dino, qui est maintenant juge à la Cour suprême, a déclaré que son ministère préparait une législation pour réglementer les médias sociaux. Et plus tôt ce mois-ci, en réponse aux révélations des Twitter Files - Brésil, le solliciteur général de Lula a déclaré, sur X, « Il est urgent de réglementer les réseaux sociaux... La paix sociale n'est pas négociable ».

Et pas plus tard qu'hier, le président Lula a écrit un billet sur X qui suggère fortement que son gouvernement fera pression pour une législation de censure afin de contrer l'impact de la liberté d'expression autorisée sur X. « L'extrémisme de droite permet à un homme d'affaires étranger [Elon Musk], qui n'a jamais produit un brin d'herbe au Brésil, d'oser dire du mal de la Cour brésilienne. ses ministres, et le peuple brésilien ».

Une telle censure est tout simplement illégale et antidémocratique. C'est une caractéristique des démocraties que les gens soient autorisés à « dire du mal » de leur gouvernement. L'idée que le gouvernement devrait censurer les discours qui mènent à la

violence entraînerait une censure de masse, y compris et surtout les manifestations de Black Lives Matter. Les activistes et les médias ont répandu une désinformation massive sur la fréquence des meurtres d'hommes noirs non armés par la police, entraînant des incendies et des morts.

Et la Constitution brésilienne protège spécifiquement la liberté d'expression politique. « Toute censure de nature politique, idéologique et artistique est interdite », peut-on lire au chapitre 5, article 220, paragraphe 2 de la Constitution brésilienne. En tant que tel, il est maintenant clair que la censure imposée par le TSE n'était que le prélude à un régime de censure beaucoup plus draconien que le gouvernement Lula cherche à imposer. Pourquoi?

Pourquoi les gouvernements censurent-ils ?



Lula lors d'un rassemblement organisé à Brasilia par le Mouvement des travailleurs sans terre (MST) (Photo de l'auteur, 1994)

Les politiciens et les gouvernements du monde entier disent qu'ils doivent censurer les discours en ligne pour protéger les personnes vulnérables et la démocratie contre les discours de haine et les dictatures. Le gouvernement écossais a mis en place une loi qui pourrait entraîner l'arrestation d'humoristes pour des blagues jugées « haineuses ». Le gouvernement irlandais cherche à faire adopter une loi qui permettrait à la police d'entrer dans les maisons et de confisquer les téléphones portables et les ordinateurs personnels à la recherche de « discours de haine ». Le parti au pouvoir au Canada cherche à faire adopter une loi qui permettrait d'incarcérer les gens à vie pour des choses qu'ils ont dites. L'Union européenne a créé un petit comité d'individus pour décider de ce qui est vrai et faux et de ce qui doit être censuré. En 2020 et 2021, le département de la Sécurité intérieure du gouvernement américain a confié la censure de masse à un consortium d'ONG dirigé par l'Observatoire Internet de Stanford. Dans toutes les situations, les politiciens et les gouvernements promettent qu'ils n'abuseront pas de leurs nouveaux pouvoirs.

Mais la liberté d'expression, et non la censure, est le seul moyen éprouvé de corriger la désinformation et les discours de haine. Et les médias sociaux mettent la liberté d'expression sous stéroïdes. Considérons X. Là-bas, plus de 500 millions de personnes sont en mesure d'identifier les fausses informations et de répondre aux discours de haine. C'était le cas avant que X ne mette en place un système de « notes de la communauté », grâce auquel les utilisateurs de X peuvent voter sur les vérifications des faits. Les notes de la communauté n'étaient pas nécessaires, car les gens pouvaient toujours répondre dans les réponses, ou en « citant » les réponses à des messages particuliers. Mais, notamment, les notes de la communauté utilisent plus de discours, et non de censure, pour lutter contre la désinformation. Les auteurs de messages qui ne sont pas d'accord avec les Notes de la communauté restent libres de s'opposer à la Note de la communauté après son application.

En ce qui concerne le « discours de haine », il est préférable de le traiter en cherchant publiquement et ouvertement à humaniser les groupes diabolisés. Pendant plus de trois décennies, un musicien de blues noir nommé Darryl Davis s'est engagé et s'est même lié d'amitié avec des membres du Ku Klux Klan, le célèbre groupe haineux raciste. Davis a demandé aux membres du KKK s'ils le détestaient. « Au début, dit Davis, ils pensent que si vous n'êtes pas blanc, vous êtes inférieur. [Ils croient] que les Noirs ont des cerveaux plus petits, que nous sommes incapables d'accomplir de plus grandes choses.

Davis a déclaré qu'un membre du KKK lui avait dit : « Eh bien, nous savons tous que tous les Noirs ont en eux un gène qui les rend violents. » Je me suis tourné vers lui, et je conduisais, et j'ai dit : « Attends une minute. Je suis aussi noir que n'importe qui que vous ayez jamais vu. Je n'ai jamais fait de carjacking ou de driveby. Comment l'expliquez-vous ? Il ne s'est même pas arrêté pour y réfléchir. Il m'a dit : « Ton gène est latent. Il n'est pas encore sorti. Davis a répondu : « Eh bien, nous savons tous que tous les Blancs ont un gène en eux qui fait d'eux des tueurs en série... Nommez-moi trois tueurs en série noirs. Il y pensait, il n'y arrivait pas... Cinq mois plus tard, sur la base de cette conversation, il a quitté le Klan. Sa robe était la première que j'aie jamais eue. »

Le fonctionnement de X et l'histoire de Davis sont bien compris. La plupart des enfants apprennent l'importance de la liberté d'expression dès l'école primaire. Au collège, les enfants du monde entier découvrent le danger de laisser les gouvernements censurer et monopoliser la vérité. Ils lisent 1984 de George Orwell où ils apprennent le danger de permettre la création d'un « ministère de la vérité », pour décider de ce qui est vrai et faux, ce qui aboutit inévitablement à la censure des faits vrais au service du pouvoir politique.

Et, notamment, les gens qui exigent la censure ne l'exigent que de leurs ennemis politiques, pas de leur propre camp. Les 50 cas où le Bureau pour la défense de la démocratie (PNDD) de Lula a exigé la censure au cours des deux premiers tiers de 2023, a noté Revista Oeste en décembre dernier, « étaient tous liés à des informations défavorables ou à des critiques du gouvernement. Les membres du gouvernement qui ont qualifié la destitution de Dilma Rousseff de 'coup d'État', par exemple, n'ont jamais fait l'objet d'une enquête. »

En vérité, les politiciens et les gouvernements ont cherché à censurer leurs ennemis politiques pour maintenir et étendre leur pouvoir politique pendant des siècles. Les régimes communistes et fascistes, en particulier, ont cherché à censurer ce qu'Orwell appelait la « pensée erronée ». Après la Seconde Guerre mondiale, lorsque le communisme et le fascisme ont été discrédités, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a cherché à normaliser la censure comme quelque chose que les démocraties libérales devraient vouloir. En 1970, à l'occasion du 100e anniversaire de la naissance de Vladimir Lénine, l'UNESCO a annoncé la tenue d'un symposium pour célébrer sa « grande contribution au développement de l'éducation, de la science et de la culture ».

L'UNESCO a demandé à Eric Hobsbawm, un communiste britannique, de représenter la Grande-Bretagne. Depuis lors, l'UNESCO a mené les efforts pour exiger des lois qui permettraient à l'ONU et aux gouvernements de censurer la parole en ligne.

Le socialisme est fondamentalement incompatible avec la liberté d'expression et la démocratie, notent beaucoup. Sous le socialisme et le communisme, où le gouvernement contrôle toutes les affaires et les entreprises, il doit réprimer les critiques qui s'y opposent. « La démocratie et le socialisme n'ont rien d'autre en commun qu'un mot : égalité », disait Alexis de Tocqueville. Mais remarquez la différence : alors que la démocratie recherche l'égalité dans la liberté, le socialisme cherche l'égalité dans la contrainte et la servitude. L'économiste Friedrich Hayek, dans son livre de 1944, *La route de la servitude*, affirmait que « l'homme d'État démocratique qui entreprend de planifier la vie économique sera bientôt confronté à l'alternative d'assumer des pouvoirs dictatoriaux ou d'abandonner ses plans ». La raison en est que, comme la planification centrale échoue, les gouvernements socialistes doivent réprimer leurs critiques. Et en effet, c'est le bilan de tous les gouvernements d'État-providence authentiquement socialistes, plutôt que sociaux-démocrates, au cours des 100 dernières années.

L'échec des communistes à renverser les gouvernements du monde entier au milieu du XXe siècle a conduit beaucoup d'entre eux à chercher un changement de stratégie. Au lieu de renverser directement les gouvernements, les communistes devraient chercher à les prendre par le biais d'élections et en occupant les principales institutions de la société. Les communistes cherchaient une « longue marche à travers les institutions », y compris les médias, les églises et les universités, plutôt que de chercher un renversement rapide du gouvernement, comme à Cuba. Et les communistes ont cherché à se refaire une image en tant que démocrates libéraux en faveur de la liberté d'expression et de la démocratie aussi longtemps qu'ils en avaient besoin jusqu'à ce qu'ils puissent consolider leur pouvoir et mettre en place une dictature.

En 1985, la presse marxiste Verso a publié une mise à jour historique de la stratégie de la longue marche à travers les institutions sous la forme d'*Hégémonie et stratégie socialiste*, co-écrite par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Les deux ont fait valoir que les marxistes et les socialistes devraient mettre moins l'accent sur la classe et mettre l'accent sur un éventail plus large de griefs, tels que le racisme et le sexisme. Le livre a été à la base de ce que l'on appelle aujourd'hui le « wokisme », une philosophie politique qui sape les institutions civilisationnelles au nom de la justice sociale. Le mot « hégémonie » dans le titre fait référence à la stratégie proposée par le communiste italien Antonio Gramsci. L'hégémonie, pour Gramsci, se référait à l'obtention du consentement de la société par la persuasion, et non par la persécution.

Je connais bien la stratégie de l'hégémonie parce que j'y ai été formé pendant quatre ans dans une école quaker de l'Université d'Earlham. Les avantages d'une telle stratégie étaient multiples. Tout d'abord, cela a évité d'alarmer à la fois les ennemis et les alliés libertariens potentiels. Deuxièmement, la stratégie semble convaincre ses adhérents de penser qu'ils étaient de véritables démocrates, même s'ils recherchaient un régime communiste. Moi, par exemple, je ne me rendais pas compte que la « longue marche à travers les institutions », que mes professeurs d'Earlham, appelaient « action culturelle », aboutirait à la censure et à la dictature. Cela aide à expliquer pourquoi Lula m'a menti ou a lui-même changé d'avis. Soit il ne savait pas qu'il cherchait une dictature. Ou il l'a fait, et il masquait simplement ses motivations.

L'automne dernier, Lula a donné un indice sur sa position. Se référant à une personne qui a qualifié son Parti des travailleurs (PT) de « communiste », Lula a déclaré : « Il nous accuse d'être communistes, pensant que nous sommes offensés par cela. Nous n'avons pas été offensés. Nous serions offensés s'ils nous traitaient de nazis, de néofascistes, de

terroristes. Mais jamais de la part des communistes, des socialistes. Cela ne nous offense pas. Nous en sommes fiers. ...